



Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

République Démocratique du Congo (RDC)

RAPPORT NARRATIF FINAL CONSOLIDE

PERIODE DU RAPPORT : PERIODE DU 15 SEPTEMBRE 2021 AU 14 MARS 2023

Titre du Projet : Appui à la cohésion sociale et la résilience des communautés affectées par la Force de Résistance Patriotique d'Ituri (FRPI) Numéro de référence du projet au MPTF :	Province : ITURI Zone prioritaire ISSSS : Sud Irumu Pilier(s) ISSSS : RRR
Entités participantes de l'ONU Liste des entités ayant perçu des fonds directement du Bureau MPTF dans le cadre du Projet : OIM	Partenaires d'exécution : OIM, TROCAIRE et CARITAS
Budget total du Programme (en US\$) Budget pour les partenaires d'exécution : 3,470,544 US\$ Budget pour l'agent de gestion 8% (PNUNOs) : 227,045 US\$	Durée du Programme Durée totale : <i>(18 mois)</i> Date de démarrage : <i>(15/09/2021)</i> Date de fin : <i>(14/03/2023)</i>
Contact projet Lead Manager: Nom : Fabien SAMBUSSY Adresse : 372 Avenue Colonel Mondjiba – Kinshasa Ngaliema, Bâtiment 58 Concession Utex/Immotex Téléphone : E-mail : fsambussy@iom.int Lead M&E Officer: SANOU Luther David E-mail: Idsanou@iom.int Programme Support Unit OIM/RDC	Rapport soumis par Nom : Guemou Tim Cesaire Titre : chargé de programmes Organisation participante (« lead ») : OIM Adresse E-mail: tguemou@iom.int

Abréviations

ACIAR : Appui à la Communication Interculturelle et à l'Auto-Promotion Rurale
 ADF : Alliances Democratic Forces
 AGRs : Activités Génératrices de Revenus
 HIMO : Hôte Intensité de Main d'Oeuvre
 FCS : Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
 INPP : Institut National de Préparation Professionnelle
 ISSSS : Stratégie internationale de soutien à la sécurité et la stabilisation pour l'est de la RDC
 STAREC : Programme de stabilisation et de reconstruction des zones sortant des conflits armés
 UAS : Unité d'appui à la Stabilisation de la MONUSCO
 OIM : Organisation Internationale pour les Migrations
 FARDC : Forces Armées de la République Démocratique du Congo
 UPDF : Uganda People's Defense Force (Force de défense du peuple ougandais)

 MUSO : Mutuelle de Solidarité
 P-DDRCS : Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation
 ONG : Organisation Non Gouvernementale
 MONUSCO : Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo
 RDC : République Démocratique du Congo
 FRPI : Force de Résistance Patriotique d'Ituri
 CSNU: Conseil de Sécurité de Nations Unies
 ETD:Entité Territoriale Décentralisée

Partie 1 - Points saillants du projet

Ce projet a été mis en œuvre par le consortium « OIM-Trocaire-CARITAS » sous le leadership de l'OIM sur la période allant du 15 septembre 2021 au 14 mars 2023 (durée du projet). Le projet avait pour objectif de contribuer au renforcement de la cohésion sociale inter-intracommunautaire et à la réduction du risque que des jeunes défavorisés rejoignent des groupes armés. Pour y parvenir, le projet a réalisé plusieurs activités et obtenu des résultats exposés dans le présent rapport.

Objectif global

Le projet a initialement démarré le 1er juillet 2020 avec pour objectif de réintégrer les ex-combattants dans le cadre d'un accord de paix signé entre les Forces Patriotiques de Résistance de l'Ituri (FRPI) et le gouvernement de la République Démocratique du Congo. En raison de la rupture du processus de paix au cours de l'été 2020, le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS) a officiellement demandé la suspension du projet le 20 octobre 2020. Cependant, pour contribuer à la stabilisation de la zone du Sud Irumu, le Conseil national d'approbation (CNA) a approuvé la révision du projet en mettant l'accent sur la réintégration des jeunes à risque et le renforcement de la participation des femmes au processus de paix. Ce projet a été mis en œuvre du 15 septembre 2021 au 14 mars 2023 afin de contribuer à la stabilisation de la zone et de jeter les bases d'une paix durable dans les communautés les plus touchées par le conflit FRPI.

L'étude finale a démontré que le projet a eu un effet catalyseur et a contribué à la stabilisation dans les zones cibles. Ainsi, la grande majorité (93%) des personnes interrogées pendant l'évaluation externe ont affirmé que le tissu social dans leurs communautés a été renforcé. La perception de la sécurité dans les zones cibles s'est également améliorée puisque 71 % des personnes interrogées (dont 69% des femmes et 71% des hommes) ont confirmé qu'elles se sentaient plus en sécurité aujourd'hui contre 60 % lors de l'étude de base il y a un an. De plus, l'objectif de renforcer la cohésion sociale entre les différentes communautés et groupes communautaires dans les zones les plus touchées par le conflit au Sud Irumu a été atteint étant donné que le nombre de répondants confirmant qu'ils vivent en harmonie a augmenté de 29.5 % (72 % contre 42.5 % durant l'étude de base). Si la majorité des personnes interrogées confirme ainsi la stabilité intercommunautaire, il faut néanmoins noter que plus d'un quart de la population garde une certaine appréhension vis-à-vis des communautés voisines. Cette source potentielle d'instabilité persistante devrait faire l'objet d'une programmation future d'initiatives de stabilisation pour préserver les acquis de paix.

Bien que l'objectif de 65 % de la population confirmant que l'économie locale a été renforcée n'ait pas pu être atteint par le projet, une amélioration significative de cet indicateur a été constatée. Au début du projet, seuls 9 % des répondants ont confirmé que l'économie locale prenait une tournure positive, contre 40,5 % (34 % des femmes et 47 % des hommes) à la fin du projet. Cet écart entre la cible et le résultat du projet peut également avoir été influencé par des facteurs externes tels que l'impact économique de la pandémie COVID pendant la période de mise en œuvre, ainsi que par la place tardive AGR du projet. Cela signifie que de nombreuses AGR n'étaient en place que depuis très peu de temps ou n'étaient pas encore pleinement opérationnelles au moment de l'étude finale de projet en février 2023. Néanmoins, le fait qu'une majorité des personnes interrogées continue à percevoir l'économie comme faible montre qu'un soutien supplémentaire peut être nécessaire pour renforcer durablement l'économie locale.

Objectif spécifique 1 : La cohésion sociale et résilience des communautés sont renforcées grâce à des activités de relance économique

Résultat 1 : La cohésion sociale est améliorée grâce aux initiatives intercommunautaires de renforcement des liens sociaux

Le projet a également atteint son objectif de suivre une approche de “Ne pas nuire”, du fait que 82% des répondants de l'évaluation externe du projet ont affirmé que le processus de sélection HIMO a été participatif et inclusif et que 88% affirment que les activités HIMO ont été profitables à leur communauté. Cependant, seulement 30% des membres de la communauté interrogés estiment avoir personnellement bénéficié de la réhabilitation des infrastructures sélectionnées. Cet écart peut s'expliquer par le fait que ces données ont été tirées de la collecte interne de données endline de projet, car l'indicateur n'a pas été évalué par l'évaluation externe. L'exercice de collecte de données interne a été réalisé avant l'achèvement des projets HIMO et que l'impact final n'a donc pas encore pu être observé par les communautés cibles. Cependant, il faut également noter qu'en raison des ressources budgétaires limitées du projet, plusieurs membres de la communauté n'aient pas pris part aux travaux HIMO et d'autre part, parce qu'ils ne sont pas directement utilisateurs des infrastructures réhabilitées. Cela soulève des questions importantes concernant la sélection des infrastructures, en particulier lorsqu'il s'agit de choisir la réhabilitation des infrastructures sociales comme de terrains de sport plutôt que des infrastructures qui profitent effectivement à l'ensemble de la communauté. Dans les phases futures du projet, il conviendrait peut-être de mettre davantage l'accent sur la sélection d'infrastructures communautaires économiquement bénéfiques, telles que la remise en état des routes, des ponts et des marchés, afin d'avoir un impact plus durable.

Quant à la répartition équitable des ressources au sein de la communauté, 55% des répondants (soit 55% de femmes et 56% d'hommes) confirment cette déclaration. Comme pour l'indicateur relatif à l'amélioration de l'économie, l'objectif de 60% n'a pas pu être atteint, mais il convient de noter que la majorité des personnes interrogées estiment que les ressources sont désormais réparties plus équitablement depuis que le projet a fourni des activités génératrices de revenus à certains des membres les plus vulnérables de la communauté.

Résultat 2 : Le risque que les jeunes à risque intègrent les groupes armés est réduit grâce au renforcement de la résilience et à leur (ré) intégration socio-économique durable

L'enquête de perception montre que 55% des personnes ont une perception positive vis-à-vis des jeunes à risque. Qu'à cela ne tienne, 95% des bénéficiaires (y compris les jeunes à risque) déclarent avoir eu accès à une bonne information sur les conditions de réintégration économiques et de renforcement de leurs capacités. Ce qui leur a permis d'élaborer des plans d'affaires pertinents, jetant les bases de microentreprises durables.

En somme, en dehors des indicateurs de performance liés à la résilience économique des bénéficiaires qui sont légèrement en deçà des cibles fixées eu égard au fait que les retombées des AGR sont lentes à se manifester, le projet est parvenu à restaurer et renforcer la cohésion sociale et le vivre ensemble dans les localités d'intervention.

Par ailleurs, sur la question relative à la présence des jeunes à risque comme source d'insécurité ou pas dans les zones de retour, 10% des femmes et 14% des hommes interrogés sont tout à fait d'accord. 23% des femmes et 22% des hommes sont d'accord avec l'affirmation, 36% des femmes et 17% des

hommes ne sont pas d'accord, 13% des femmes et 33% des hommes ne sont pas du tout d'accord, 18% des femmes et 13% des hommes sont sans opinion, 10% des femmes et 14 % des hommes sont tout à fait d'accord

En termes de changements notables, le projet a permis la participation d'un Chef de Chefferie des Walendu Bindi à une activité dans le secteur des Bahema Sud alors que les communautés Hema et Lendu ne se parlent plus depuis le déclenchement des anciens conflits (Annexe 1 : Photo de famille à l'atelier de mise à jour du projet/Février 2022). De plus, les communautés des Walendu Bindi (Ngiti) ont justifié leur choix de construire le stade Tata Akobi, par le fait que les jeunes des autres communautés pourraient désormais participer à des championnats et différents matchs, pour contribuer à déconstruire progressivement la méfiance communautaire. Ces faits témoignent de la confiance et du rapprochement que le projet a su instaurer au sein des communautés autrefois opposées.

On note par ailleurs un changement progressif de mentalité chez les jeunes filles bénéficiaires qui commencent à devenir autonomes et certains jeunes garçons ont mis en place des AGR. Au total, 63,13% des bénéficiaires des formations ont confirmé avoir mis en place des activités génératrices de revenus comme alternative au banditisme. Le projet a entraîné une meilleure participation des femmes aux instances de prise de décision. C'est le cas de l'élection des femmes dans le comité directeur de coordination de la société-civile de Boga et dans le comité de médiation au Territoire d'Irumu.

I.

La résilience économique des bénéficiaires est toute aussi renforcée grâce à la mise en place du système de Mutuelle de solidarité (MUSO) et des activités génératrices de revenu. Selon les propos des bénéficiaires rencontrés lors de l'évaluation, cela contribue progressivement à renforcer leur résilience économique et à répondre à leurs besoins multiples tels que la prise en charge des frais de scolarité des enfants, les frais de loyer pour le logement, etc. à ce propos, une femme membre d'une MUSO dit que « *Grâce aux crédits obtenus auprès de notre MUSO, j'ai fini la construction de ma maison et j'ai mis en place une pharmacie* ». On note par ailleurs un changement progressif de mentalité chez les jeunes filles bénéficiaires qui commencent à devenir autonomes et certains jeunes garçons ont mis en place des AGR (63% des bénéficiaires des formations ont confirmé avoir mis en place des activités génératrices de revenus propres), ce qui leur évite de s'adonner au banditisme. Le projet a entraîné des conséquences positives sur la participation des femmes aux instances de prise de décision. C'est le cas de l'élection des femmes dans le comité directeur de coordination de la société-civile de Boga et dans le comité de médiation au Territoire d'Irumu. .

Partie 2 - La mise en œuvre

2.1 Aperçu

2.1.1 Aperçu financier

Budget total: 3,470,544 USD

Fonds reçus au cours de la période de rapportage :USD

Fonds cumulées reçus : USD

Fonds consommés pendant la période de rapportage USD

Fonds consommés cumulés : (du budget total)

En bonne voie : Oui. Toutes les activités planifiées ont toutes été mises en œuvre au cours de la période prévue (15 septembre 2021 à 14 mars 2023). Les fonds consommés concordent avec les activités proprement dites.

2.1.2 Aperçu des progrès vers les résultats attendus

Objectif du projet : La cohésion inter-intracommunautaire est renforcée et le risque que des jeunes défavorisés rejoignent des groupes armés est réduit

Résultat 1: La cohésion sociale est renforcée grâce aux initiatives intercommunautaires de renforcement des liens sociaux.

Produit 1.1: Des infrastructures de base pour la connexion intercommunautaire sont mises en place

Des consultations communautaires regroupant les autorités provinciales et locales, ainsi que les représentants des structures à base communautaires et les organisations de jeunes et de femmes, ont été organisées pour identifier les infrastructures à réhabiliter. Ces séances de consultation ont été facilitées par l'ONG locale Appui à la communication interculturelle et à l'autopromotion rurale (ACIAR) qui menait un projet de dialogue démocratique dans la même zone du projet et avec le même bailleur de fonds.

A l'issue de ces consultations, la Radio communautaire de Boga, le Pont Kiseghe de Kasenyi, le Stade Tata Akobi de Gety et le Pont Atsi en groupement Baviba ont été choisis par les communautés bénéficiaires comme les quatre infrastructures de base communautaires à réhabiliter / construire dans le cadre du projet. Dans la zone de Gety, le stade Tata Akobi accueillera des compétitions et matchs entre les jeunes des différentes communautés ainsi que de différentes entités. Dans la zone de Kasenyi, la construction du pont Kiseghe permettra de relier les membres de la communauté Hema et ceux de la communauté Ngiti qui ont vécu pendant des années des tensions communautaires croissantes. Dans la zone de Boga, la radio communautaire devrait permettre à toutes les communautés (Hema, Nyali, Banyabwisha, Nande etc) de disposer d'une plateforme pour s'exprimer sur les questions liées à la cohabitation pacifique, et les mécanismes d'alerte précoce diffusés. Dans la zone de Baviba, la réhabilitation du pont Atsi permettrait de relier les communautés d'un groupement (Baviba) qui se sentent de plus en plus délaissés (**Annexe 3** : Déclaration des communautés).

Parallèlement à ces consultations avec les communautés bénéficiaires, des séances de sensibilisation et d'information des bénéficiaires ont été organisées à travers les radios communautaires et en présentielle. Pour ce faire, le projet a appuyé cinq radios communautaires pour la sensibilisation, à savoir les radios Peace One et Tempête du lac à Kasenyi, les radios Maendeleo et Radio Pax à Gety ainsi que la radio pacifique de Baviba qui ont pu animer 24 émissions sur l'utilité des infrastructures communautaires prévues et l'importance de la coexistence pacifique mais également sur des thématiques relatives au genre, à l'autonomisation de la femme, à la masculinité positive, et au leadership féminin. Des équipements ont été fournis aux radios communautaires et les journalistes et animateurs communautaires ont bénéficié de formations sur les thématiques susmentionnées.

Pour l'exécution effective des travaux, l'OIM n'a pas recruté des entreprises locales de constructions mais a sélectionné les entreprises fournisseurs localement (dans les zones du projet) et a utilisé l'approche HIMO pour la réalisation des infrastructures communautaires avec la participation de 975 bénéficiaires à raison de 325 par localité. L'équipe du projet a effectué régulièrement des missions conjointes et participatives de suivi des travaux HIMO avec les parties prenantes (autorités provinciales et locales, société civile, le bureau genre, etc.) pour suivre l'état d'avancement des travaux d'infrastructures durant cette période de construction.

A ce jour, les travaux de construction des ponts Atsi de Baviba et le pont Kiseghe de Kasenyi, la construction du stade de football Tata Akobi de Gety et la mise en place de radio communautaire à Boga ont été entièrement réalisés (voir les photos en annexe). Pendant la mission de suivi réalisée en mars 2023 dans la zone de Olongba/Baviba, les membres de communauté et celles vivant dans les environs ont témoigné que ce pont constitue un instrument de cohabitation pacifique. De plus, CARITAS a construit quatre salles de formation professionnelle respectivement à Boga, Olongba/Baviba, Gety et Kasenyi afin d'assurer la formation professionnelle de 400 bénéficiaires à raison de 100 par zone.

L'évaluation finale du projet a démontré que les infrastructures construites dans le cadre de ce projet notamment les salles de formations, permettent non seulement les fréquentations et le rapprochement entre les jeunes des différentes communautés mais surtout constituent actuellement des espaces de formation professionnelle (Exemple: A Olongba/Baviba, Les formations professionnelles continuent à être organisées en faveur des centaines d'autres candidats dans la salle construite par le projet). Les ponts construits à Baviba/Olongba et Kiseghe (secteur des Bahema Sud) permettent le désenclavement et facilitent la circulation des personnes et de leurs biens ainsi que les échanges économiques et facilitent aussi les fréquentations entre les membres des différentes communautés (Hema et Lendu Bindi).

Produit 1.2 : Des mécanismes d'épargne locaux sont mis en place et opérationnels

Dans le cadre de ce produit, les actions du projet ont consisté à la mise en place et le développement organisationnel de Mutuelles de Solidarité (MUSO). Le processus a commencé par des séances de sensibilisation à travers lesquelles 570 personnes ont été touchées dont 342 (60%) de femmes. Il a été question de leur expliquer le bien-fondé de l'approche et de procéder au renforcement des mutuelles existantes ou de les créer là où elles n'existent pas. Ainsi, les 65 MUSO (parmi lesquelles 46 anciennes qui ont été mises en place pendant le projet de stabilisation antérieur et 19 nouvellement créées dans le cadre de ce projet) ont bénéficié à 570 membres. Toujours dans ce cadre de ce projet, seules les 19 MUSO nouvellement créées ont bénéficié d'un appui financier pour le démarrage de leurs activités. Au-delà de cet appui financier accordé aux nouvelles MUSO, globalement, les anciennes et nouvelles MUSO ont bénéficié d'un appui en renforcement des capacités technique dans leur fonctionnement notamment : la gestion des outils des MUSO, le contrôle du rythme de cotisation et la relecture de leurs textes réglementaires. Outre ces appuis fonctionnels aux anciennes MUSO. Ces structures de solidarité économique ont aussi bénéficié de séances de suivi-coaching lors desquelles le contrôle de leurs documents a été effectué en vue d'identifier les lacunes observées dans le chef de leurs membres et des remèdes y ont été apportés. C'est dans ce cadre qu'il leur a été rappelé la nécessité de bien tenir la documentation, assurer le contrôle du rythme de cotisation et veiller à l'application des textes de base.

Par ailleurs, il faut noter que la logique du projet prévoit que les bénéficiaires des formations professionnelles et/ou HIMO soient directement intégrés dans les MUSO afin de fructifier les fonds de démarrage qui ont été accordés mais surtout de pouvoir accéder au crédit afin de fructifier les fonds de démarrage qui ont été accordés mais surtout de pouvoir accéder au crédit, surtout de pouvoir accéder au crédit. A la fin du projet, seulement 20,5% des jeunes formés avaient pu intégrer

les nouvelles MUSO mises en place. Il faut cependant noter, qu'au regard du niveau d'avancement des anciennes MUSO, les jeunes apprenants des métiers ont été orientés vers les nouvelles MUSO. De plus, les jeunes qui ont suivi régulièrement les formations professionnelles à Boga n'ont pas été intégrés dans des MUSO parce le nombre de nouvelles MUSO à créer était limité.

En termes de retombées sur le plan économique, on peut dire à la fin du projet que grâce à la mise en place du système de MUSO, les bénéficiaires ont vu leurs capacités financières s'améliorer considérablement. Selon les propos des bénéficiaires enquêtés lors de l'évaluation finale, cela contribue progressivement à renforcer leur résilience économique et à répondre à leurs besoins multiples tels que la prise en charge des frais de scolarité des enfants, les frais de loyer pour le logement, etc ...et, à ce propos, une femme membre d'une MUSO dit que « *Grâce aux crédits obtenus auprès de notre MUSO, j'ai fini la construction de ma maison et j'ai mis en place une pharmacie* ».

Produit 1.3 : Les leaders et organisations féminines ont la capacité d'agir comme agents de changement social

A ce niveau, le projet a pu appuyer la division provinciale du genre ainsi que les services genre des chefferies et secteur constituant constituant les trois zones d'intervention. Cet appui a permis de définir des critères d'identification des champions genre et leaders féminins. Au total, quatre-vingts (80) champions genre (dont 20 hommes et 60 femmes) ont été identifiés et formés. Ces champions genre sont issus de 4 localités de mise en œuvre des activités du projet et ont répartis en quatre équipes de 20 personnes dans la localité de Gety, 20 dans la localité de Baviba, 20 dans la localité de Boga et 20 dans la localité de Kasenyi). Tous ont été formés sur des thématiques telles que le genre, la masculinité positive, la résolution 1325 du CSNU, Gestion et transformation des conflits, leadership féminin et l'autonomisation de la femme dans des écoles et regroupements locaux (associations des vendeurs, cultivateurs, conducteur de taxi moto, femmes des miliciens et policiers...). Ces formations qui ont été assurées par la division provinciale du Genre avec l'appui de l'OIM ont permis aux champions genre d'être des acteurs du changement dans leurs communautés respectives et cela les a permis de réaliser des campagnes de sensibilisation sur l'importance de l'autonomisation économique des femmes dans leurs localités. Au total, 16 séances de sensibilisation qui ont connu la participation de 1694 personnes dont 1001 femmes et 693 hommes ont été tenues.

Ensuite, le projet a aussi permis l'identification et formation des 120 personnes dont 25 hommes venant dans les localités de Kasenyi, Gety, Baviba et Boga sur les généralités sur le genre, le leadership féminin et en lien avec les dispositions de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, sur la prévention et gestion des conflits et management. Les organisations locales identifiées dans les quatre zones ont été appuyées pour organiser des événements axés sur la promotion de l'intégration du genre en vue de favoriser la participation active et la contribution des femmes dans l'animation de la vie sociale et le renforcement du vivre ensemble. Au total, 4 événements de mobilisation communautaire axés sur le genre ont été organisés auxquels ont pris part 200 personnes dont 46 hommes et 154 femmes essentiellement issues des groupes de personnes marginalisées. Pendant ces événements de mobilisation communautaire les femmes participantes ont identifié notamment les coutumes rétrogrades et ont de même fait un plaidoyer pour la masculinité positive. Avec cette formation, les femmes ont identifié une série de thèmes qui nécessitent un renforcement des capacités afin de leur permettre d'être des vecteurs de changement de comportement. Elles ont ensuite élaboré un calendrier de sensibilisation sur le genre pour que les plus vulnérables connaissent leurs droits notamment l'auto-apprentissage en charge de la femme rurale. Les femmes ont jugé pertinent que seules les associations à base communautaire actives sur la question de genre et implantées dans les localités de mise en œuvre, avec l'appui et

l'accompagnement de service genre provincial et local doivent constituer la base de la collaboration entre le projet et les communautés bénéficiaires sur les questions spécifiques ou ayant trait au genre.

Résultat 2 : Le risque que les jeunes à risque rejoignent les groupes armés est réduit grâce au renforcement de la résilience et leur (ré)intégration socio-économique durable

Produit 2.1. Les bénéficiaires sont bien informés et préparés par rapport au processus de leur intégration socio-économique

Sur la base de critères consensuellement arrêtés, le projet a identifié et renforcé les capacités des 386 jeunes (100 à Gety, 100 à Boga, 95 à Olongba, et 91 à Kasenyi) afin d'augmenter leurs aptitudes à conduire une activité économique. La formation a porté sur les filières porteuses sélectionnées et validées de commun accord avec les membres de la communauté sur la base des résultats d'une étude de marché et des opportunités réalisées au cours de ce projet. Les filières identifiées sont entre autres, la coupe et couture, l'informatique, la menuiserie, la boulangerie, la savonnerie et la coiffure /esthétique. De plus, 1572 jeunes dont 692 hommes et 880 femmes ont été formés sur la conduite d'une microentreprise.

Au total, 400 jeunes ont suivi régulièrement la formation professionnelle sur une période de 4 mois à la suite de laquelle ils ont bénéficié de séances de sensibilisation portant sur les conditions et modalités de leur soutien et réinsertion économique dans la communauté. Après ces séances de formations et de sensibilisations, certains apprenants se sont regroupés pour démarrer des AGRs en utilisant les montants qui leur ont été octroyés à travers le cash transfert, soit \$200 . Lors de l'enquête finale, plus de 400 jeunes exerçaient dans des métiers divers grâce aux séances de renforcement dont ils ont bénéficié. Pendant la formation professionnelle, des matériels didactiques ont été utilisé pour

la pratique. Néanmoins, dans certaines filières comme informatique et bureautique, un seul outil pouvait servir pour plusieurs bénéficiaires car le projet n'avait pas prévu une machine pour chaque apprenant. Aussi, la filière savonnerie n'a pas bien marché car les produits pour la fabrication des savons ne sont pas dans la zone (huile de palme etc....).

Produit 2.2. Les conditions économiques des bénéficiaires sont améliorées

Une analyse du marché et des opportunités économiques a été conduite dès le début du projet afin de mieux orienter les bénéficiaires dans leur choix entrepreneuriaux et une étude sur l'analyse des conflits et des nouvelles dynamiques des conflits.

Les actions menées dans ce cadre ont porté sur la création et la gestion inclusive et durable de microentreprises, associations et coopératives au profit des jeunes en plus des formations professionnelles dont ils ont bénéficié. Ces jeunes ont été sélectionnés sur la base de critères consensuellement arrêtés avec la communauté (Sans emploi, toxicomane, jeune fille ancienne miliciens, âgé de 18 à 35 ans, être résident la zone, n'ayant pas bénéficié des interventions humanitaires dans le passé, etc.) Ils ont pu ainsi améliorer leurs connaissances en techniques entrepreneuriales, l'élaboration de plans d'affaire, le choix et gestion des AGRs, la tenue de comptabilité, la gestion des conflits. Ces formations ont bénéficié à 400 jeunes et étaient axées essentiellement sur la menuiserie, la coupe-couture, la coiffure, et la pâtisserie /boulangerie, le secrétariat public et la savonnerie. De plus, concernant les groupements de producteurs, les membres ont bénéficié d'un appui technique et d'une dotation de 20 machines/moulins ordinaires, 40 mixeurs dont 20 pour la transformation de feuilles de manioc et 20 autres mixeurs pour la transformation de pâte d'arachide et de 20 hangars. Les 400 bénéficiaires qui ont fini les formations professionnelles ont reçus chacun une subvention de 200 USD pour démarrer une AGR. Les groupements agricoles, se sont vu octroyer des parcelles de terres pour leur permettre de faire de la production dans les localités Boga, Gety, Baviba et Kasenyi.

Les groupements de producteurs ont reçu 3 machines complexes (moulins avec plusieurs fonctions). Ces moulins complexes ont été installés dans les localités de Kasenyi, Gety et Boga. Ces machines vont sécher les produits viviers (maïs et manioc) jusqu'à l'emballage pour leur commercialisation vers les débauchés/marchés de consommation identifiés pendant l'étude de marché. Initialement prévus 5, seules 3 ont été achetées et dotées aux bénéficiaires/agriculteurs.

Un soutien en matériel a été parallèlement fourni pour permettre la pratique lors des formations et en même temps servir de point de départ pour les microentreprises. Il s'agit par zone de formation, de cinq ordinateurs, une imprimante et des cartouches plus un groupe électrogène et le carburant, 80 machines à coudre en raison d'une machine pour deux apprenants, des intrants (étoffes) pour les exercices pratiques, le lubrifiant, du fil à coudre, de fer à repasser, braises, etc. l'installation de panneaux solaires et accessoires pour faire fonctionner les tondeuses électriques, 12 miroirs pour 4 zones et les intrants pour la coiffure et Esthétique mixte, des rabots, des scies, des marteaux, des serre-joints, des presses à mains, des étales, des clous, des planches, des four pour la production de pains, de la farines, des plateaux, des moules, des braseros, du bois de chauffages, des tabliers de cuisine etc. du matériel et ingrédients de fabrication de savon.

1.2 Progrès de la mise en œuvre

2.2.1 Exécution du Plan de travail et du budget
Objectif : La cohésion sociale inter-intracommunautaire est renforcée et le risque que des jeunes défavorisés rejoignent des groupes armés est réduit
Résultat 1 : La cohésion sociale est renforcée grâce aux initiatives intercommunautaires de renforcement des liens sociaux.
Produit 1.1 : Des infrastructures de base pour la connexion intercommunautaire sont mises en place
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui, les activités prévues dans le cadre de projet ont été réalisées malgré les retards encourus lors des travaux de construction dus principalement de la saison des pluies et des problèmes d'accès. Aussi, le choix des infrastructures à réhabiliter n'a pas été fait dans le délais car les communautés bénéficiaires avaient choisi de remplacer certains travaux de réhabilitation par la construction de la Radio de Boga.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? A la fin du projet, le budget est totalement consommé et les activités relatives à ce produit ont été entièrement réalisées.
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Pendant les travaux de construction et ceux utilisant l'approche HIMO, 65% des bénéficiaires étaient des femmes. Parallèlement, des activités de sensibilisation pour renforcer le rôle et l'autonomisation de la femme étaient organisées.
Produit 1.2 : Des mécanismes d'épargne locaux sont mis en place et opérationnels
Les bénéficiaires ont commencé leurs activités génératrice de revenus et ont intégré les MUSO grâce aux transferts monétaires reçus et aux épargnes faites. Les MUSO ont été accompagnées, et cela contribue à l'autonomisation des bénéficiaires et au renforcement de l'économie locale.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui. A la fin du projet le budget prévu pour ce produit a été entièrement dépensé.
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Une attention particulière a été portée sur les femmes pour qu'elles jouent un important dans les filières porteuses (maïs, manioc et haricot). Au total, 242 femmes (soit 60,5%) et 158 hommes ont bénéficié de formation professionnelle. Les femmes ont fait partie intégrante MUSO communautaires. Elles jouissent des mêmes droits et devoirs que les hommes et occupent différents rôles au sein des MUSO.
Produit 1.3 : Les leaders et organisations féminines ont la capacité d'agir comme agents de changement social
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?

Les activités prévues ont été toutes réalisées y compris celles relatives à l'accompagnement des champions genre sur base d'un plan opérationnel qui a été achevé avec succès.

La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui, le budget a été entièrement consommé et en conformité avec les activités mises en œuvre.

Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?

Le présent résultat fait état d'une stratégie genre mise en place qui a établi que la participation et représentation de la femme dans les activités communautaires et génératrices de revenus méritent un appui particulier. Les pratiques traditionnelles, coutumières et des politiques dans un contexte post conflit exercent une influence négative sur la promotion de la femme. Sur la base des analyses issues des consultations menées par le consultant genre du consortium, s'en sont suivis des activités réalisées en tenant compte du rapport du consultant sur l'analyse genre, aussi nous avons eu l'opportunité de sélectionner 80 champions genres dont 55 sont des femmes soit 68.7%.

Une attention particulière a été portée sur le rôle des femmes pendant l'activité de mobilisation sur le genre. Sur 100% des participants à cette activité, 90% étaient des femmes pendant que 10% étaient des hommes.

La formation des 80 champions genre dont 20 hommes et 60 femmes afin d'agir comme acteur du changement dans leurs communautés respectives de réaliser des campagnes de sensibilisation sur l'importance de l'autonomisation économique des femmes dans leurs localités.

Au total, 16 séances de sensibilisation qui ont connu la participation de 1694 personnes dont 1001 femmes et 693 hommes (Gety : 235 femmes et 107 hommes ; Kasenyi : 268 femmes et 232 hommes ; Baviba : 246 femmes et 73 hommes et enfin Boga : 252 femmes et 281 hommes).

Résultat 2 : Le risque que les jeunes à risque intègrent les groupes armés est réduit grâce au renforcement de la résilience et à leur (ré) intégration socio-économique durable

Produit 2.1 : Les bénéficiaires sont bien informés préparés par rapport au processus intégration socio-économique

La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?

Oui, les activités ont été réalisées bien que le contexte sécuritaire n'a pas été très favorable à la mise en œuvre des activités du projet et sa cadence. Sans oublier certaines demandes communautaires qui ont exigé des consultations avec le bailleur pour apporter quelques ajustements dans le budget.

La consommation du budget est-elle en bonne voie ?

Oui, le budget est totalement consommé.

Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?

Lors de la mise en œuvre, 30% du budget a été réservé au genre. Toutes les activités liées à la formation professionnelle, membre de mutuel de solidarité, suivi et évaluation en collaboration avec les autorités des ETD ainsi que membres des comités locaux de suivi dans chaque zone ont intégré toujours l'aspect en termes de représentativité.

Produit 2.2 : Les conditions économiques des bénéficiaires sont améliorées

La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?

Oui. Toutes les activités prévues ont été réalisées.

La consommation du budget est-elle en bonne voie ?

Oui. Le budget est totalement consommé.

Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?

Lors de la mobilisation des bénéficiaires dans les différentes activités économiques, les membres du consortium ont insisté sur la représentativité des femmes à chaque étape. Le personnel de mise en œuvre et les ouvriers ont tous été sensibilisés sur l'importance du rôle de la femme ainsi que sur le respect et la lutte contre les abus et exploitation sexuelle faites aux femmes ainsi que sur d'autres formes de violence basées sur le genre. Les filles et femmes ont représenté 60% bénéficiaires directe des HIMO et 50% des groupements des producteurs.

1.3 Défis et mesures de mitigation

1.3.1 Défis principaux rencontrés

Plusieurs défis ont été rencontrés lors de la réalisation des résultats et comprennent entre autres :

- La recrudescence de l'insécurité aux alentours de la zone de Boga. Les ADF ont continué d'opérer clandestinement et une psychose règne toujours dans le centre de Boga ;
- L'insécurité dans la zone de Baviba caractérisée par l'affrontement entre les éléments de la milice FRPI et ceux de FPIC dit CHINI YA KILIMA ;
- L'insuffisance de financement ne permettant pas de répondre à d'autres besoins identifiés dans les zones ciblées par le projet
- Plusieurs jeunes à risque ont exprimé le désir d'adhérer au projet mais les ressources disponibles ne permettaient pas de tous les couvrir. Rien que dans la zone de Boga, 225 jeunes à risque n'auront pas eu la chance de participer aux HIMO car les communautés ont choisi le soutien à la radio communautaire en lieu et place d'une infrastructure à réhabiliter. Ce qui fait que le nombre de 1300 bénéficiaires directs programmés par le projet n'a pas été servi comme initialement prévu car sur 325 bénéficiaires de la zone de Boga, seuls 100 participent à la formation professionnelle. Ceci est une conséquence logique du choix de la radio communautaire en lieu et place d'une infrastructure à réhabiliter tel que prévu initialement par le projet. Les fonds qui leur étaient destinés soit 100\$ par bénéficiaire ont été affectés à la mise en place des AGRs.
- La gestion, la protection et la destination des équipements et matériels (Kits de formation) utilisés pour la formation professionnelle et leur sécurisation ont été un défi majeur à relever (cas de perte signalée à Baviba, utilisation de certains matériels par l'administration des ETD au lieu de les affecter au centre de formation pour la pérennisation de l'acquis du projet telle que recommandé);
- La conjoncture socioéconomique caractérisée par la hausse de prix sur les marchés avait retardé la livraison de matériels et d'intrants en temps opportun pour certaines filières professionnelles ;
- L'instabilité des certains apprenants dans leur zone respective après la formation rend difficile la tâche de suivi post formation ;
- Poursuite des jeunes entrepreneurs par les différents services de taxation à quelques mois du début de démarrage de leurs AGRs ;
- Le manque de téléphone portable par un certain nombre de bénéficiaires et même l'ignorance de leur manipulation a rendu difficile le transfert de fonds aux bénéficiaires ;
- Le surnombre des membres au sein des MUSO existantes et le besoin pressant des membres des communautés à adhérer aux MUSO ont fait que le nombre de 20 membres par MUSO ne puissent pas être respecté ;
- Perturbation météorologique pour la construction du pont Kiseghe ;

- Manque de main d'œuvre locale pour participer aux travaux de construction du pont Kiseghe ;
- Certains membres dans plusieurs anciennes MUSO à Boga, Gety et Kasenyi appartiennent à plus d'une MUSO à la fois. Ceci fait qu'ils ne sont pas en ordre avec les exigences de la MUSO en termes des cotisations, de remboursement des crédits contractés dans telle ou telle autre MUSO ;
- Le changement des ouvrages et réhabiliter aux ouvrages à construire. Initialement, le projet prévoyait la réhabilitation des infrastructures mais le choix communautaire a porté sur la construction des ouvrages

1.3.2 Défis et mesures de mitigation	
Défis	Mesures de mitigation
Retard de finalisation de travaux HIMO à cause de l'absence remarquable de certains bénéficiaires sélectionnés pour les HIMO lors de travaux des infrastructures	Remplacement de bénéficiaires absents aux travaux par d'autres se trouvant dans la base de données de l'OIM.
La situation sécuritaire volatile dans la zone de Boga.	Un contact permanent avait été maintenu avec UNDSS avant toute descente dans la zone afin de prévenir les risques d'incidents sécuritaire tout maintenant une collaboration étroite avec les contacts au sein des communautés ciblées.
Sentiments d'insécurité des membres de communautés du fait de l'insuffisance de la présence des forces de sécurité (FARDC, PNC) dans leurs localités, laissant croire que des miliciens peuvent prendre le contrôle à tout moment	Travailler dans la zone dans la neutralité tout en suivant strictement les recommandations de UNDSSS mais aussi des mesures sécuritaires établies par les Nations-Unies.
Manque de gestion des équipements et matériels acquis pour la formation (Cas de perte de panneau solaire signalé à Baviba, utilisation de certains matériels par l'administration des ETD)	Demander à la Division Provinciale de la jeunesse d'adresser une note officielle aux autorités des ETD sur l'utilisation et la destination des matériels et équipements ; dresser un inventaire avant le lancement des activités de la formation de nouvelle équipe de jeunes ; Demander à l'administration du Secteur de Bahema Sud d'informer officiellement le projet de la destination des quelques matériels de coupe et couture mis à la disposition de l'Association des filles mères (AFM).
Tracasserie des jeunes entrepreneurs dès le démarrage des AGR par les différents services de taxation.	Une note de plaidoyer a été adressée à l'autorité provinciale pour obtenir une exonération de paiement de différentes taxes dues à l'Etat afin de leur permettre de mettre en place des bases solides pour leurs AGR.
Les menaces sécuritaires ont ralenti le lancement effectif des activités génératrices de revenus des jeunes dans la zone de Boga.	Plaider auprès des autorités pour la sécurisation de la population et de leurs biens et orienter les jeunes bénéficiaires dans les localités plus stables
Le retard des travaux HIMO a impacté le démarrage des AGRs des jeunes entrepreneurs en même temps que les	Accélérer les travaux HIMO pour permettre aux jeunes entrepreneurs d'exercer librement leurs AGR.

premiers exercices de coaching de jeunes et leur formation en business plan.	
Indisponibilité de fournisseurs de machines de transformation de produits agricoles et mixeurs dans la zone cible et la province de l'Ituri	Recours aux fournisseurs de provinces voisines (Nord Kivu et Sud Kivu).
Insécurité dans la région de Nord-Kivu au moment de l'acheminement de des machines complexes du Nord Kivu pour Ituri.	Revoir l'itinéraire d'acheminement des machines en capitalisant les opportunités que présentent les pays voisins de la RDC (cabotage par l'Ouganda).
Manque de matériaux et de la main d'œuvre qualifiée dans certains dans la zone cible.	Recours à la main d'œuvre disponible dans les villages environnants non-cibles et la ville de Bunia.
Certains membres dans plusieurs anciennes MUSO à Boga, Gety et Kasenyi appartiennent à plus d'une MUSO à la fois et ne sont pas en ordre avec les exigences de la MUSO en termes des cotisations, de remboursement des crédits contractés dans telle ou telle autre MUSO.	Conduire une sensibilisation auprès des membres en démontrant le désavantage qu'il y a dans l'adhésion de plusieurs MUSO à la fois et l'importance d'être en ordre pour la pérennisation de cette initiative. Pour les nouvelles MUSO, mise en place de dispositif empêchant l'adhésion à plusieurs MUSO à la fois.
Le financement de 19 nouvelles MUSO n à Kasenyi et à Gety n'a pas été apprécié de tous.	Expliquer que ce projet fait suite au projet Pamoja Kwa Amani, et que celui-ci avait refinancé les Groupement des MUSO (GM). Et que ce projet a prévu d'appuyer uniquement les MUSO nouvellement créés.

1.3.3 Actions correctrices face au retard de mise en œuvre (le cas échéant)

Pour pallier le défi de retards dans la mise en œuvre des activités, des réunions mensuelles entre les membres du consortium avaient été instituées en vue de faire des évaluations régulières et tirer les leçons apprises pour le respect des échéances du projet.

Le constat sur les retards accumulés à cause de multiples raisons a amené chaque membre du Consortium d'abord individuellement et ensuite collectivement à procéder à l'identification et à l'analyse des difficultés rencontrées. Le Consortium a initié des missions conjointes sur le terrain avec toutes les parties prenantes pour identifier et prendre en charge les difficultés et goulots d'étranglements. A la suite, des solutions ont été formulées pour l'amélioration différentes planifications. Au cours des réunions mensuelles de coordination du Consortium, des échanges ont chaque fois été fait sur les actions correctrices conjointement arrêtées.

Partie 3 - Eléments contextuels et transversaux

3.1 Contexte et engagement politique

3.1.1 Contexte

La mutualisation des forces de l'Uganda People's Defense Forces (UPDF) et des Forces armées de la république démocratique du Congo (FARDC) dans la zone de Boga a eu un effet significatif sur la sécurité et a permis l'éloignement des groupes armés actifs et/ou qui menaçaient la zone de Boga. Cela a permis d'impliquer les communautés vivant également aux alentours de Boga centre et permettra aux jeunes de cette zone de bénéficier et de saisir l'opportunité qu'offre ce projet. Les jeunes bénéficiaires trouvent maintenant une opportunité d'être d'éviter de rejoindre les groupes armés.

La zone de Boga reste en proie de l'insécurité malgré la présence et la mutualisation des forces armées FARDC-UPDF: Attaques, enlèvements et tueries de la paisible population par les présumés ADF et ses alliés qui circulent librement jour et nuit. Ces derniers opèrent surtout la nuit et de manière isolée.

La population dont les activités socioéconomiques sont paralysées est actuellement concentrée dans la périphérie de Boga mission et Boga centre, près des camps militaires en familles d'accueil temporaire sans assistance alimentaire. Certains membres des familles passent la nuit dans la brousse à la belle étoile.

Cette situation avait impacté également sur les différentes formations professionnelles qui commencent timidement (retard)..

Il sied de signaler également les cas d'enlèvements et tueries enregistrés en chefferie des Walendu Bindi dans son groupement de Bukiringi à environ 18 km du centre près de la forêt, où la population vaque à ses occupations champêtres, par les présumés ADF et alliés. A cela s'ajoute les affrontements répétés entre les éléments de la force navale sur le lac Albert basés en Secteur des Bahema Sud et ceux de la milice FRPI lors de patrouilles contre les pêcheurs qui pratiquent des activités prohibées.

3.1.2 Engagement politique

- L'adhésion des autorités provinciales, territoriales et locales ainsi que les communautés bénéficiaires a constitué un atout favorable à la mise en œuvre du projet et à l'atteinte des résultats.
- Deux séances de plaidoyer et de présentation des avancées du projet et des défis ont été faites auprès des autorités militaires provinciales de l'Ituri. L'autorité provinciale a désigné son directeur de cabinet adjoint pour le suivi de proximité du projet et éventuellement lui faire part de l'évolution et les défis à relever. Par ailleurs, l'administrateur du territoire de la zone d'intervention a désigné son délégué pour le suivi de près afin de relever les défis ;
- Les comités de suivis mis en place dans les zones du projet permettent de constituer un véritable ancrage entre les membres du consortium et les communautés grâce aux interactions à travers les mécanismes de gestion de plaintes.
- Soutien du Gouvernement Provincial
- Appui du Secrétariat Technique Provincial (SSU et P-DDRCS) ;
- Etroite collaboration avec les autorités locales et les membres de comités locaux de suivi du projet composés de représentants de conseil local de la jeunesse, société civile, association des femmes et plaidoyer pour leur implication dans le suivi du bon déroulement du projet ;
- Etroite collaboration avec la division genre pour la réalisation des activités genre ;
- Appui de l'Institut nationale de préparation professionnelle (INPP) à la préparation de la formation professionnelle ainsi que de la Division Provinciale de la jeunesse.

3.2. Coordination avec les autres interventions de stabilisation

Effort de coordination	Partenaire de la stabilisation
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les activités du projet sont mises en œuvre en coordination avec le projet de Dialogue Démocratique que conduit ACIAR dans la même zone. C'est dans ce cadre que les MUSO mis en place par ACIAR pendant la première phase, ont été identifiées pour un appui lors de cette deuxième phase par le consortium sous le lead de l'OIM. ▪ Une coordination a été faite avec les gestionnaires de la radio de Djugu et la mise en place de la radio communautaire de Boga puise dans des leçons apprises de la mise en place de la radio communautaire de Djugu. Travailler en coordination avec la radio Okapi de Kinshasa pour évaluer le devis pour l'installation de la radio communautaire de Boga. ▪ Plusieurs rencontres ont eu lieu entre membres du consortium et les équipes du secrétariat technique de l'Ituri (P-DDRCS et SSU) pour la définition des stratégies des mitigation des défis rencontrés ; ▪ le Consortium a régulièrement pris part aux réunions mensuelles du Groupe de Stabilisation et consultations qui sont organisées à travers le Secrétariat Technique Provincial pour le partage d'informations sur les activités phares planifiées et menées dans la cadre de la Stabilisation. ▪ La tenue des réunions ordinaire et extraordinaire de coordination du consortium renforce les stratégies communes de la mise en œuvre des activités sur le terrain 	<p>ACIAR/Dialogue Démocratique/FCS, P-DDRCS, SSU</p> <p>Radio Okapi/Monusco</p>

<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'appui technique de Secrétariat technique (SSU et PDDRC-S) aux côtés des partenaires de mise en œuvre facilitent la mise en œuvre du projet ▪ La création du groupe WhatsApp pour les membres du consortium est d'un apport important pour discuter des problèmes du projet au quotidien ▪ Le Groupe de Travail Stabilisation (GTS) avec les autres bénéficiaires du Fonds de Cohérence et des partenaires travaillant pour la stabilisation permet le partage d'expérience. 	
---	--

3.3. Renforcement de capacité des acteurs nationaux et locaux

<p>Avez-vous effectué un renforcement des capacités (aspects techniques, gestion de projet, suivi-évaluation, genre, planification, reporting, etc.) des partenaires nationaux et locaux (gouvernementaux et non gouvernementaux) non prévu dans votre programmation ?</p> <p>Oui, des séances de coaching ont été organisées pour contribuer au renforcement des capacités d'analyse, de planification stratégique et d'organisation opérationnelle.</p>
<p>Avez-vous identifié des besoins de renforcement des capacités nationaux et locaux (aspects techniques, gestion de projet, suivi-évaluation, genre, planification, reporting, etc.) de partenaires (gouvernementaux et non gouvernementaux) ?</p> <p>Oui, des besoins de renforcement des capacités des autorités locales ont été identifiés et exprimé par ces derniers. Au cours d'un atelier organisé par SSU au profit des partenaires de mise en œuvre des projets de stabilisation quelques thématiques ont été identifiées pour le renforcement de capacités nationales.</p> <p>Il s'agit notamment de renforcement des capacités sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Plaidoyer et Programmation sensible au genre ; ▪ Démobilisation, désarmement, relèvement communautaire et stabilisation (DDRCS) ; ▪ Consolidation, maintien de la paix et analyse des conflits ; ▪ Dialogue et médiation communautaire ; ▪ Stratégies de communication ; ▪ Etude d'impact environnemental et social ; ▪ La Justice Transitionnelle.

3.4 Intégration de l'approche genre dans le projet

<p>Dans chaque activité, une budgétisation sensible au genre a été faite à l'échelle de 40 %. La représentation des femmes était exigée dans la désignation des participants aux activités. Spécifiquement, les leaders féminins ont été consultés pour une planification spécifique des activités axée sur le genre. Dans cette activité, plus ou moins 90 % des participants étaient des femmes et des jeunes filles. Il en est de même pour différentes études réalisées où les femmes et jeunes filles étaient représentées à plus de 50% mais aussi ces catégories des participants étaient interrogées à part pour leur permettre de ressortir leurs perceptions. A part les formations pratiques en différents métiers, un accompagnement des apprenants et formateurs est organisé au moins une fois par mois par la Caritas sur les thèmes liés au genre (Masculinité positive, leadership féminin, code de bonne conduite etc.</p>
--

Avant la clôture de la formation professionnelle des jeunes apprenants plusieurs thématiques liées au genre ont été animées au profit des apprenants.

Au total 906 personnes ont été sensibilisées avec un taux de participation de 515 femmes soient 57% des personnes étaient composées des apprenants, des maîtres artisans formateurs, des membres de comités de suivi du projet ainsi que les membres des associations féminines sur la masculinité positive, leadership féminin et l'autonomisation de la femme ont pris part aux séances organisées durant la période.

3.5 Leçons apprises

- L'approche communautaire de mise en œuvre basée sur la consultation, l'inclusion et la participation est certes adaptée aux contextes post-conflits, mais représentent des coûts substantiels induits par les nombreuses concertations et participations d'acteurs divers.
- Les projets de stabilisation accordent plus d'espace aux autorités politiques et administratives, ce qui crée une certaine dépendance du projet et une primauté de la volonté des autorités sur celle de bénéficiaires (cas de l'identification de sites pour l'installation de machines)
- L'approche communautaire de mise en œuvre du projet crée dans certaines circonstances un moyen de pression à l'égard des acteurs de mise en œuvre
- Les pourparlers amorcés entre le gouvernement et la FRPI ayant abouti à la signature de l'accord de paix a réduit sensiblement l'activisme de ce groupe dans la zone du Sud Irumu (pillage, vol de bétails et produits agricoles) et le taux de l'insécurité.

- L'approche fondamentalement transparente et participative (Pour la communauté, avec la communauté, dans la communauté et par la communauté) au cœur de l'ensemble du processus de mise en œuvre du projet est très bien reçue par l'ensemble des interlocuteurs, qui expriment leur entière satisfaction pour la place qui leur est faite dans tous les processus décisionnels importants liés aux activités du projet dans leurs localités ;
- Une telle approche communautaire de mise en œuvre basée sur la consultation, l'inclusion et la participation est certes adaptée aux contextes post-conflits, mais représentent des coûts substantiels induits par les nombreuses concertations et participations d'acteurs communautaires divers ;
- Les projets de stabilisation accordent beaucoup d'espace aux autorités politiques et administratives, ce qui crée une certaine dépendance du projet et une primauté de la volonté des autorités sur celle de bénéficiaires (cas de l'identification de sites pour l'installation de machines)
- Dans certains contextes, l'approche centrée sur la transparence, la participation et l'inclusion des communautés dans de mise en œuvre du projet, selon les circonstances, peut être instrumentalisée par certains acteurs locaux et pour des intérêts contraires à ceux du projet. Une grande prudence est donc fortement recommandée et si possible, faire signer chaque fois que nécessaire, des procès-verbaux pour encadrer leurs engagements ;
- La cohésion sociale au sein et entre les communautés affectées par les conflits reste une perspective à moyen terme dans le meilleur des cas, à laquelle le projet aura apporté une contribution significative . Bien que timides encore, plusieurs leaders communautaires apprécient les premiers signes de rapprochements entre les communautés jusque-là plutôt méfiantes dans leurs interactions. Des déplacements de leaders communautaires dans certaines localités voisines sans incidents et dans une grande convivialité, dans le cadre d'activités du projet, sont des indicateurs selon eux, à prendre en considération. Ce n'était pas envisageable jusqu'à très récemment ;
- Les formations professionnelles ont été un franc succès. Les jeunes apprenants partout ont fait preuve d'un grand enthousiasme. Tous les témoignages dans les communautés le confirment. Plusieurs centaines de jeunes n'ayant pas été retenus, ont continuellement

interpellé le projet quant à la possibilité d'être retenus pour d'éventuels prochains cycles de formation;

- La pérennisation des formations professionnelles après la fin du projet est une question cruciale. Elle exige l'engagement franc des communautés pour assurer la sensibilisation des jeunes par exemple à contribuer aux frais de formation. Elle nécessite surtout l'engagement total des autorités locales et l'accompagnement des services étatiques compétents dont la Division de la jeunesse;
- Malgré quelques cas de malentendus, la bonne collaboration et bonne coopération avec les autorités locales, les leaders communautaires ainsi que les membres de la société civile ont permis et facilité la bonne mise en œuvre des activités du projet. Les Comités locaux de suivi de la mise en œuvre du projet dans chaque localité ont été d'excellents leviers d'une meilleure implication des communautés dans le projet ;
- L'organisation régulière de réunions de coordination du Consortium a été très utile pour faciliter une bonne compréhension du projet, de sa logique d'intervention , de la coopération entre ses membres et ultimement l'amélioration de la qualité des prestations ;
- Les constructions en matériaux durables de différentes infrastructures du projet telles que des salles de formation, ont été favorisés par les communautés et, cela contribue à la pérennisation des infrastructures ;
- L'important rôle des autorités politiques et administratives dans les projets de stabilisation présentent aussi le risque que ces dernières démontrent une certaine primauté de leur volonté sur celle de bénéficiaires. Certains cas d'identification de sites pour l'installation de machines ont été fortement influencés par les autorités.

3.6 Etudes réalisées

Des études ont été réalisées dans le cadre des activités préparatoires du projet, il s'agit de :

- Etude de base en chefferies des Walendu Bindi et Bahema Boga ainsi que dans le secteur des Bahema Sud ;
- Etude sur la dynamique des conflits dans les 04 localités du projet (Boga, Gety, Olongba et Kasenyi) ;
- Etude de marchés et opportunités économiques ;
- Etude de la faisabilité/busines plan des AGR en soutien à la radio communautaire de Boga.
- Une étude (Endline) sur la perception des bénéficiaires et les résultats obtenus
- Etude externe faite par une ONG indépendante

3.7 Révisions de projet

- Le projet a initialement démarré le 1er juillet 2020 avec pour objectif de réintégrer les ex-combattants dans le cadre d'un accord de paix signé entre les Forces patriotiques de résistance de l'Ituri (FRPI) et le gouvernement congolais. Suite à l'échec de l'accord de paix, le bailleur a officiellement demandé la suspension du projet le 20 octobre 2020. Le projet a été ainsi révisé en mettant l'accent sur la réintégration des jeunes à risque et le renforcement de la participation des femmes au processus de paix. Le projet a donc été relancé le 15 septembre 2021 au 14 mars 2023 afin de contribuer à la stabilisation de la zone et de jeter les bases d'une paix durable dans les communautés les plus touchés par le conflit avec la FRPI.
- Le projet prévoyait la construction de huit hangars comme salles destinées aux formations professionnelles des jeunes. En tenant compte des recommandations des communautés bénéficiaires, les montants prévus pour ces deux hangars de formation (7.500\$/hangar) ont été fusionnés pour avoir une salle de formation construite en dur pour un budget total de 15.000\$;

- Initialement, le projet prévoyait la réhabilitation ou la construction de quatre infrastructures communautaires par l'OIM. Avec le choix de construire quatre salles de formation par CARITAS (voir ci-dessus), le projet va au total construire huit infrastructures dans la zone en raison de deux infrastructures par localité sur les quatre que compte le projet. Soient, deux ponts : Atsi à Olongba et Kiseghe à Kasenyi, quatre salles de formation, réhabilitation d'un stade de football Tata Akobi de Gety et une radio communautaire à Boga ;
- L'étude des marchés et filières économiques montre qu'au lieu de bénéficier directement à 1 300 bénéficiaires directs, le projet bénéficiera à un plus grand nombre, compte tenu des effectifs actuels des membres des MUSO, coopératives agricoles (en plus des autres catégories de bénéficiaires à identifier) ;
- La mise en place de la radio communautaire de Boga a été priorisé par les communautés par rapport à la construction d'autres infrastructures dans la zone de Bog.
- De cette façon, la salle de formation construite par les jeunes pour abriter provisoirement la radio communautaire et les jeunes ne bénéficieront pas des travaux HIMO.

3.8 Illustration narrative spécifique (optionnelle)

En date du 10 Décembre 2021, au cours de l'ouverture d'un atelier de formation de journalistes, prestataires des médias et membres de la société civile des quatre (4) localités cibles du projet organisée à Kasenyi, tout en remerciant l'OIM pour l'organisation de cet atelier, le Chef de secteur des Bahema Sud s'est réjoui de la présence à Kasenyi (dans son entité) des journalistes Ngiti en provenance de Walendu Bindi pour leur formation dans le cadre de ce projet.

Il avait en outre vivement remercié les donateurs/bailleurs de fonds FCS à travers OIM pour avoir jeté les bases de la réconciliation entre les communautés Ngiti et Bahema à travers l'organisation en date du 24 Février 2022 d'un atelier à Kasenyi (entité Hema) qui a connu la participation du Chef de chefferie de Walendu Bindi, des communautés jadis en conflit depuis des décennies (Phot illustratif en annexe).

Partie 4 - **Evaluation des éléments du rapport**
 A compléter par le Secrétariat Technique ISSSS.

4.1 Evaluation des éléments du rapport par le Secrétariat Technique ISSSS

Mise en œuvre du plan de travail et budget				
	3	2	1	N/A
Mise en œuvre du plan de travail et du budget				
Dans quelle mesure les activités sont-elles mises en œuvre à temps ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure les activités sont-elles mises en œuvre dans les limites du budget prévu ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure les défis ont-ils été activement gérés ?				
<i>Commentaire :</i>				
Progression vers les résultats attendus				
	3	2	1	N/A
Progrès vers l'atteinte des résultats attendus				
Dans quelle mesure les résultats attendus sont-ils en voie d'être atteints ?				
<i>Commentaire :</i>				
Qualité du rapport narratif et annexes obligatoires				
	3	2	1	N/A
Qualité du rapport narratif				
Dans quelle mesure les éléments de ces rapports sont-ils clairement expliqués ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure la budgétisation sensible au genre est-elle respectée ?				
<i>Commentaire :</i>				
TOTAL				

4.2 Commentaire générale du Secrétariat Technique ISSSS

A compléter par le Secrétariat Technique ISSSS (STAREC et UAS).

Partie 5 - ANNEXES

- Cadre logique

GOAL – Résultat global : La cohésion sociale inter-intracommunautaire est renforcée et le risque que des jeunes défavorisés rejoignent des groupes armés est réduit		Basline	Endline	Cible	Niveau de réalisation de l'indicateur	Source de Vérification	Commentaire	
Le goal du projet	Standard ou Project Indicateur **		Endline		Niveau de réalisation de l'indicateur		Un commentaire UNIQUEMENT en cas de retard ou si l'objectif/cible ne peut pas être atteint à temps	
	Indicateur Projet	% de la population ayant affirmé que le tissu social s'est renforcé	60%	73%	70%	104%	Rapport de l'enquête de perception finale	Alors que l'étude interne endline du projet mise en œuvre en février 2023 a révélé que 73 % des personnes interrogées sont d'accord que le tissu social avait été renforcé, l'évaluation externe du projet conduite en avril 2023 a révélé que 93 % des personnes interrogées étaient d'accord. Cette différence peut s'expliquer par le fait que les activités du projet ont été mises en œuvre avec un certain retard et que de certains effets n'étaient pas encore visibles au moment de l'évaluation interne (Endline).
	Indicateur Projet	% de la population qui se sentent plus en sécurité maintenant qu'il y a un an	60%0	70%	70%	100%	Rapport de l'enquête de perception finale	
	Indicateur Projet	% de la population qui déclarent vivre en harmonie avec les autres communautés	42.5%	96%	85%	113%	Rapport de l'enquête de perception finale	Ce résultat est tirée de l'évaluation externe
	Indicateur Projet	% de la population ayant la perception	0	40,5%	65%	62%	Rapport de l'enquête de	Le projet n'a pas pu atteindre la valeur cible initialement prévue. Cela est dû à une combinaison de facteurs externes imprévus (la pandémie de COVID a entraîné la fermeture

		que l'économie locale est renforcée					perception finale	des frontières et une détérioration générale de l'économie) ainsi qu'au retard dans la mise en œuvre des AGR dans le cadre du projet. Cela signifie que toutes les AGR n'étaient pas pleinement opérationnelles lors de la collecte des données finales en février 2023. Cette perception prend souvent du temps donc une étude ultérieure d'autres partenaires pourrait renseigner sur un résultat supérieur.
Résultat Spécifique 1 : Résultat 1 : La cohésion sociale est renforcée grâce aux initiatives intercommunautaires de renforcement des liens sociaux.			Baseline	Endline	Cible	Niveau de réalisation de l'indicateur	Données de référence / Source de Vérification	Commentaire
<i>Le Résultat Spécifique du projet</i>	PROJET	% de la population déclarant que le processus de sélection HIMO a été participatif et inclusif	n/a	82%	80%	103%	Rapport de l'enquête semestrielle	Données tirées de l'évaluation finale externe
	PROJET	% de la population déclarant que l'activité HIMO a profité à leur communauté	n/a	88%	70%	126%	Rapport de l'enquête semestrielle	Résultats de l'évaluation externe finale
	PROJET	% de la population qui se déclarent avoir personnellement bénéficié de la réhabilitation des infrastructures sélectionnées.	n/a	30%	60%	50%	Rapport de l'enquête semestrielle	Résultats tirés de la collecte interne de données Endline de projet, car l'indicateur n'a pas été évalué par l'étude externe. Il convient toutefois de noter que l'exercice de collecte de données interne a été réalisé juste avant l'achèvement du projet et que l'impact final n'a donc pas encore été perçue convenablement par les communautés cibles. Cependant, les infrastructures qui ont été choisies n'étaient souvent pas directement liées au développement économique des zones. L'utilité économique devrait être ajoutée comme critère au processus de sélection afin de garantir un plus grand bénéfice pour l'ensemble de la population et la durabilité des projets futurs.

	PROJET	% de la population qui déclarent que les ressources sont réparties de manière plus équitable dans leur communauté	n/a	55%	60%	92%	Rapport de l'enquête semestrielle	Résultats tirés de la collecte interne de données Endline qui a été réalisé avant l'achèvement des projets HIMO et et le plein fonctionnement des AGR
Produit 1.1 Des infrastructures de base pour la connexion intercommunautaire sont mises en place			Baseline	Endline	Cible	Niveau de réalisation de l'indicateur	Données de référence / Source de Vérification	Commentaire
<i>Le Produit lié au résultat Spécifique 1</i>	PROJET	# d'infrastructures de base réalisées (conçues, approuvées, misé en œuvre et terminées)	0	7	4	175%	Rapport d'activité	Trois infrastructures construites: Stade Tata Akobi, Ponts Kiseghe et Atsi ainsi que la Radio de Boga. A ceux-là s'ajoutent quatre (4) salles de formation professionnelles construites par le projet et une avait préalablement été mise en place. Le projet prévoyait la construction des hangars en planches mais les communautés ont exigé la construction en dure. Le nombre de salles a été réduit de 8 à 4 pour disposer de bâtiments en dur plus conviviales et durables
	PROJET	% de la population déclarant que le processus de sélection des projets et des bénéficiaires HIMO a été transparent	0	88%	80%	110%	Rapport de l'enquête semestrielle	
	PROJET	% des postes décisionnels occupés par les femmes dans les comités de gestion des infrastructures de base	0	30%	30%	100%	Rapport de l'enquête semestrielle	
ACTIVITIES								

Activité 1.1.1 : Identifier, redynamiser et former les comités locaux sur la sélection des infrastructures (OIM) – (Activité réalisée – Phase initiale)
 Activité 1.1.2 : Atelier pour sélectionner les infrastructures à réhabiliter et les critères de sélection des bénéficiaires HIMO/AGR (OIM)
 Activité 1.1.3 : Appuyer les radios communautaires (OIM)
 Activité 1.1.4 : Sélection / profilage des bénéficiaires HIMO/AGR (OIM)
 Activité 1.1.5 : Mis en œuvre des projets HIMO (OIM)
 Activité 1.1.6 : Missions de suivi des travaux HIMO avec les parties prenantes (OIM)

Produit 1.2 : Des mécanismes d'épargne locaux sont mis en place et opérationnels			Baseline	Endline	Cible	Niveau de réalisation de l'indicateur	Données de référence / Source de Vérification	Commentaire
<i>Le Produit lié au Résultat Spécifique 1</i>	STANDA RD (4a.3)	# de bénéficiaires qui ont augmenté d'au moins 20% leur épargne (ventilé par sexe)	0	65%	80%	81%	Rapport de l'enquête semestrielle et Rapport d'activité	
	PROJET	# de MUSO identifiées, redynamisées et ou créées dans la zone du projet	0	65	65	100%	Rapport d'activité	
ACTIVITIES								
<p>Activité 1.2.1 : Sensibilisation des bénéficiaires à intégrer les MUSO existantes et/ou en créer des nouvelles. (Trocaire) Activité 1.2.2 : Former et/ou redynamisation des cadres des MUSO et Groupements des MuSO (Trocaire) Activité 1.2.3 : Suivre et accompagner les MuSO, Groupements/Coopératives (ARG et structures) (Trocaire) Activité 1.2.4 : Fournir un appui matériel et financier au MuSo/GM (Trocaire)</p>								
Produit 1.3 Les leaders et organisations féminines ont la capacité d'agir comme agents de changement social			Baseline	Endline	Cible	Niveau de réalisation de l'indicateur	Données de référence / Source de Vérification	Commentaire

<i>Le Produit lié au Résultat Spécifique 1</i>	STANDA RD 5.a	% des femmes et des membres des groupes marginalisés qui estiment que leurs opinions se reflètent dans les solutions participatives mises en œuvre dans le cadre du processus de consolidation de la paix	0	80%	70%	114%	Rapport enquête de perception finale	
	PROJET	# des leaders féminin et champions genre	0	80	80	100%	Rapport d'activité	
	STANDA RD 5. b.1	# de femmes formées en leadership transformationnel	0	120	120	100%	Rapport d'activité	
	Ind. Stand 1d.1	# des programmes radio liés à la thématique de prévention résolution, gestion de conflit et la cohabitation pacifique	0	30	30	100%	Rapport d'activité et liste de présences	
	Ind. Stand 1d.2	# des journalistes formés sur la sensibilité aux conflits	0	25	25	100%	Rapport d'activité et liste de présence	
	Ind. Stand 1d.3	# de séances d'information communication du projet aux communautés bénéficiaires par	0	15	15	100%	Rapport d'activité et liste de présence	

		rappor au processus et activités du projet						
	STANDA RD 1d.4	# de programmes radio liées à la thématique des droits de la femme	0	30	8	375%	Rapport d'activité	
ACTIVITIES								
<p>Activité 1.3.1 : Sélection des leaders féminins communautaires et des champions du genre (OIM)</p> <p>Activité 1.3.2 : Formation des femmes membres des structures à base communautaire sur la médiation, la gestion et transformation pacifique de conflits (OIM)</p> <p>Activité 1.3.3 : Accompagnement des leaders féminins à travers le coaching (OIM)</p> <p>Activité 1.3.4 : Soutien aux événements de mobilisation communautaire axés sur le genre (OIM)</p> <p>Activité 1.3.5 : Campagnes de sensibilisation sur l'importance de l'autonomisation économique des femmes (OIM)</p>								
Résultat 2 : Le risque que les jeunes à risque joignent les groupes armés est réduit grâce au renforcement de la résilience et leur (ré)intégration socio-économique durable			Baseline	Endline	Cible	Niveau de réalisation de l'indicateur	Données de référence / Source de Vérification	Commentaire
<i>Le Résultat Spécifique 2</i>	STANDA RD IR 4.1	% de bénéficiaires déclarant savoir comment accéder aux activités de réintégration	0%	78%	80%	98%	Rapport de l'enquête semestrielle	Considérant le changement de bénéficiaires à la suite de la suspension du projet, le projet s'est concentré davantage sur la création d'opportunités économiques que sur la facilitation de la réintégration, l'indicateur n'est plus pertinent. Néanmoins, les données ont été collectés.
	STANDA RD IR4.2	<i>% des personnes qui ont une perception positive vis-à-vis des anciens combattants réintégrés dans la communauté</i>	n/a	75,6%	80%	94,5%	Rapport de l'enquête semestrielle	Cet indicateur provenait du projet précédent axé sur la réintégration des ex-combattants. Comme le projet révisé se concentre davantage sur la création d'opportunités économiques que sur la facilitation de la réintégration, l'indicateur n'est plus pertinent.
	STANDA RD IR.4.3	% ménages des bénéficiaires qui ont atteint le seuil de	n/a	n/a	80%	n/a	Cet indicateur fait l'objet	

		résilience économique					d'une évaluation externe par le SSU.	
Produit 2.1 : Les bénéficiaires sont bien informées et préparés par rapport au processus de leur intégration socio-économique			Baseline	Endline	Cible	Niveau de réalisation de l'indicateur	Données de référence / Source de Vérification	Commentaire
<i>Le Produit lié au Résultat Spécifique 2</i>	PROJET	# de bénéficiaires ayant accès à l'information sur les conditions de réintégration économiques et de renforcement des capacités	0	1025	1075	95%	Rapport d'activité et liste de présence	Les séances d'information ont été organisées au début des activités HIMO. Comme tous les bénéficiaires directs ne se sont pas présentés pour les bénéficiaires HIMO et le projet a dû mobiliser des bénéficiaires supplémentaires, et par conséquent, l'objectif de 1075 n'a pas été entièrement atteint.
	PROJET	# de bénéficiaires ayant de plans d'affaires élaborés (individuel ou avec les regroupements ou coopératives)	0	2524 (dont 1399 femmes soit 55%)	1075	235%	Rapport d'activité et liste de présence	La cible initiale s'est heurté la réalité du terrain. Seuls, 400 bénéficiaires étaient censés élaborer des plans d'affaires pour leurs AGR. Les 1820 bénéficiaires directs des AGR agricoles ont élaboré des plans d'affaires collectifs et 304 des bénéficiaires HIMO sur l'élaboration d'un plan d'affaire pour leur permettre de pérenniser les fonds. Cette inclusion supplémentaire s'est fait sur une base volontaire.
	PROJET	# de bénéficiaires ayant des informations pertinentes sur les filières socio - professionnelles	0	400	400	100%	Rapport d'activité et liste de présence	
	STANDA RD 4. a.2	Nombre de femmes et de membres de groupes marginalisés participant dans des	0	1212 (dont 242 (61%) de bénéficiaires	520	233%	Rapport d'activité et	

		formations de base qui facilitent les moyens de subsistance		de formations Professionnelles ; et 970 (53%) des membres des groupements et coopératives agricoles)			liste de présence	
ACTIVITIES								
<p>Activité 2.1.1 : Séances de conseil / d'information de groupe pour les bénéficiaires sur les conditions et modalités de leur soutien et la situation économique dans leur communauté (OIM)</p> <p>Activité 2.1.2 : Former les groupements et coopératives sur l'identification, le choix et le lancement des activités rentables et porteuses et assurer leur accompagnement (Trocaire)</p> <p>Activité 2.1.3 : Former les groupements et coopératives sur l'élaboration des Plans d'affaire individuels et communautaires et assurer leur accompagnement (Trocaire)</p>								
Produit 2.2			Baseline	Endline	Cible	Niveau de réalisation de l'indicateur	Données de référence / Source de Vérification	Commentaire
Les conditions économiques des bénéficiaires sont améliorées								
	PROJET	# de réunions d'échange entre producteurs, acheteurs et transformateurs et autres bénéficiaires organisées	n/a	0	n/a	n/a	Rapport d'activité et liste de présence	Le budget a subi des réaménagements techniques pour répondre aux suggestions de la communauté ce qui a fait qu'il n'y a pas eu de supports aux réunions.

PROJET	# de contrats formels et informels générés entre les acteurs impliqués dans toute la chaîne de valeur	0	9	10	90%	Contrat et acte de cession	L'écart par rapport à la cible s'explique par le fait qu'à Kasenyi la chefferie avait identifié l'espace où on devrait construire un Hangard lors que les travaux ont débuté ce dernier a informé APEC que cet espace était doté pour un projet de construction de l'hôpital d'où on devrait démolir ce qui justifie qu'on n'a pas eu 10 contrats et actes de cession de terre auprès des autorités locales.
PROJET	# des bénéficiaires qui ont une activité génératrice de revenus	0	2524 (dont 1399 soit 55% de femmes)	1300	194%	Rapport d'activité et liste de présence	La cible a pris en compte les bénéficiaires de l'HIMO. Cependant, le projet a choisi de prendre en compte le nombre de bénéficiaires qui ont une AGR durable (soit par le biais d'une formation professionnelle et la création d'une micro-entreprise, soit en rejoignant une coopérative agricole)
PROJET	# femmes et de membres de groupes marginalisés dans les formations de base qui facilitent les moyens de subsistance	0	1212 (dont 242 (61%) de bénéficiaires de formations professionnelles ; et 970 (53%) des membres des groupements et coopératives agricoles)	n/a	n/a	Rapport d'activité et liste de présence	Cet indicateur est une répétition
STANDARD (4a.4)	% de bénéficiaires qui ont augmenté leur revenu de 50%		65%	50%	130%	Rapport d'activité et liste de présence	
PROJET	# des bénéficiaires qui manifestent un sentiment de	0	285	400	71%	Rapport d'activité et	Une enquête de satisfaction était réalisée par Caritas et a prouvé que sur les 400 bénéficiaires de la formation professionnelle seuls 285 ont manifesté un sentiment de

		satisfaction à la formation sur les filières professionnelles choisies					liste de présence	satisfaction sur les filières choisies , ce qui s'explique par la réorientation de bénéficiaire par rapport aux filières choisies qui n'était pas sur le programme de INPP ce qui a fait que CARITAS a procédé à une réorientation, et que certains bénéficiaires se sont retrouvés dans des filières qui n'était pas de leurs choix.
	PROJET	# de bénéficiaires certifiés par l'INPP après leur formation sur les filières porteuses	0	300	400	75%	Rapport d'activités et listes de présence	La formation professionnelle a atteint 400 bénéficiaires formés sur différents filières mais seul 300 (100 à Boga, ,100 à Baviba et 100 à Gety) ont été certifiés par l'INPP après leurs formations. Les 100 bénéficiaires de Kasenyi n'ont pas été certifiés car l'équipe INPP n'a pas pu accéder aux zones pour le processus de certification pour des raisons de sécurité. L'OIM assurera le suivi avec l'INPP pour veiller à ce que les bénéficiaires soient certifiés après la clôture du projet.
ACTIVITIES								
<p>Activité 2.2.1 : Former les bénéficiaires sur les bonnes pratiques de gestion, connaissances de base en comptabilité financière et des avantages de l'épargne (Trocaire)</p> <p>Activité 2.2.2 : Formations professionnelles (Caritas)</p> <p>Activité 2.2.3 : Formations sur les micro-entreprises agricoles (Trocaire)</p> <p>Activité 2.2.4 : Transferts monétaires (conditionnels) en appuyant les bénéficiaires dans le démarrage des micro-entreprises rentables (OIM)</p> <p>Activité 2.2.5 : Appuyer les groupes/coopératives avec des machines et équipements de transformation des produits agricoles (Trocaire)</p> <p>Activité 2.2.6 : Appuyer les chaînes de valeurs agricoles porteuses (Manioc, haricot et maïs) (Trocaire)</p> <p>Activité 2.2.7 : Visites régulières de suivi, d'évaluation et de coaching pour les entreprises non agricoles et les bénéficiaires (OIM / Caritas)</p>								